

Équilibre social : quand compétitivité rime avec solidarité

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1275

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1025583>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Quand compétitivité rime avec solidarité

La globalisation de l'économie et la concurrence internationale détruisent les emplois dans les pays à haut niveau salarial. Pour combattre le chômage, il faut donc réduire le coût du travail. Les faits démentent ce discours apparemment de bon sens, rétorque le sociologue allemand Karl Otto Hondrich.

LE DISCOURS DOMINANT sur la situation de nos sociétés et leur devenir fait la part belle à la logique économique et à ses implacables contraintes. Si le chômage persiste et se développe dans les pays industriels, c'est à cause de l'effort de rationalisation imposé par la concurrence et de l'attrait exercé sur nos entreprises par les pays à bas salaires.

C'est oublier qu'au cours des dernières décennies l'économie capitaliste a créé des milliards d'emplois nouveaux, non seulement dans le tiers-monde et aux Etats-Unis mais également en Europe. C'est oublier aussi que les pays à bas salaires connaissent les taux de chômage les plus élevés. Le travail, bien loin d'être une valeur en perte de vitesse, attire au contraire de plus en plus de monde: un emploi intéressant et bien rémunéré reste le souhait de l'immense majorité. Voilà très probablement l'explication du paradoxe qui voit le chômage progresser alors même que le nombre d'emplois continue de croître.

Inutile de chercher des coupables faciles. Ni des salaires élevés, ni des charges sociales trop lourdes, ni la concurrence du tiers-monde ne sont responsables de nos problèmes. Au cœur de ce paradoxe, il y a la concurrence, ce moteur de l'économie capitaliste, source d'innovations et de progrès, mais dont nous ne savons pas gérer les conséquences néfastes.

Il y a déjà près d'un siècle, le sociologue Georg Simmel décrivait de manière saisissante la «prodigieuse force de synthèse» de la concurrence qui tout à la fois stimule la créativité et dévalue le produit de cette créativité. En effet, l'effort incessant d'innovation et d'adaptation rend obsolètes les résultats acquis; les connaissances nouvelles chassent le savoir ancien; l'efficacité d'aujourd'hui dévalorise l'efficacité d'hier et sera dévalorisée par l'efficacité de demain.

Pacte social à trouver

En revendiquant des améliorations salariales et de meilleures prestations sociales, les syndicats sont le véritable moteur de la modernisation de l'économie qu'ils obligent constamment à la rationalisation pour rester compéti-

tive. Alors que les entrepreneurs qui exigent la baisse des salaires et des charges sociales, la libéralisation du droit du travail et qui rêvent de syndicats faibles créent toutes les conditions d'une économie faible, sans dynamisme, donc condamnée à terme. En effet, qu'est-ce qui fait la force de l'économie allemande – la réponse est aussi valable pour la Suisse? Des salariés qualifiés, donc bien payés, motivés et attachés à leur entreprise; des relations sociales contractualisées. On rétorquera que les Etats-Unis intègrent plus facilement un plus grand nombre de personnes au marché du travail. Mais à quel prix? Des qualifications très faibles, aucune identification à l'entreprise, l'option du gain rapide et non celle d'une productivité à long terme, des inégalités salariales criantes et des tensions sociales alarmantes. D'ailleurs les secteurs dynamiques de l'économie américaine sont ceux qui paient de hauts salaires.

La volonté politique de répartir les richesses

Le dynamisme d'une économie est donc étroitement lié à la qualité des conditions sociales qu'elle offre à la société. Et à l'inverse, seule une économie dynamique permet de financer les prestations sociales indispensables à la cohésion d'une société. Celles et ceux qui, pour des raisons d'âge ou de maladie sont dépassés par l'évolution technique ont contribué à l'amélioration de la productivité. Sans cet immense effort collectif, les succès d'aujourd'hui ne seraient pas possibles. Cette participation collective à la production de richesses fonde l'exigence de solidarité: la société doit accepter et intégrer les victimes de la concurrence. Le problème majeur auquel sont confrontées aujourd'hui les sociétés industrielles ne réside pas dans la concurrence des pays émergents ou dans le coût prétendument exagéré du travail. Mais bien dans la répartition de la richesse à laquelle aucune contrainte économique ne fait obstacle. C'est la volonté politique qui fait cruellement défaut. *jd*

Source: Karl Otto Hondrich, «Ohnmächtig? Keineswegs», *Die Weltwoche*, 10 octobre 1996